

Index AI : PRE01/400/2011
15 August 2011

Indonésie. Une foule attaque de nouveau des ahmadis sur fond de polémique à propos d'un jugement

Les autorités indonésiennes doivent faire cesser les attaques contre la minorité ahmadiyya du pays, a déclaré Amnesty International ce lundi 15 août après qu'un groupe islamiste radical eut mené une attaque contre des ahmadis à Makassar, dans la province de Sulawesi-Sud.

Des centaines de membres du Front des défenseurs de l'islam (FPI) ont attaqué dimanche 14 août une dizaine d'ahmadis sur leur lieu de culte.

Armés de machettes et de bâtons en bambou, les membres du FPI ont fait irruption dans le bâtiment vers 1 heure du matin et s'en sont pris aux fidèles, dont un au moins a été grièvement blessé à la tête.

Trois défenseurs des droits humains locaux – deux membres de l'Institut d'aide juridictionnelle d'Indonésie (LBH) de Makassar et un du Forum indonésien pour l'environnement (WALHI) – ont été battus par la foule alors qu'ils essayaient de contenir l'attaque. Selon eux, les policiers présents n'ont rien fait pour arrêter les violences ni protéger les victimes.

« Les autorités indonésiennes doivent sans délai ouvrir une enquête sur ces attaques contre la communauté ahmadiyya et des défenseurs des droits humains dans le Sulawesi-Sud et en punir les auteurs, a déclaré Donna Guest, directrice adjointe du programme Asie-Pacifique d'Amnesty International.

« Elles doivent également enquêter sur les allégations selon lesquelles la police a assisté aux violences sans rien faire pour les arrêter. »

La veille au soir, plusieurs dizaines de membres du FPI avaient mis à sac le bâtiment, brisé les vitres et endommagé un véhicule.

« Nous craignons maintenant que certains groupes ne croient qu'ils peuvent s'en prendre aux minorités religieuses et aux défenseurs des droits humains sans conséquences majeures », a ajouté Donna Guest.

Ces nouvelles attaques ont eu lieu alors qu'une polémique fait rage au sujet de la manière dont un tribunal a jugé l'attaque mortelle lancée en février par plus d'un millier de personnes armées de pierres, de machettes, de sabres et de lances contre le domicile d'un dirigeant ahmadi, dans la province de Banten.

Ce 15 août, un tribunal indonésien a condamné Deden Sudjana, de la communauté ahmadiyya, à six mois d'emprisonnement pour incitation à la violence et pour mauvais traitements lors de l'attaque de février, au cours de laquelle trois ahmadis avaient été battus à mort.

Le 28 juillet, 12 assaillants avaient été condamnés à des peines allant de trois à six mois d'emprisonnement. Personne n'avait été jugé pour meurtre.

« Les ahmadis ne sont pas correctement protégés, ni par les forces de sécurité ni par l'appareil judiciaire », a déclaré Donna Guest.

En janvier 2011, des centaines de membres du FPI avaient attaqué un centre de la communauté ahmadiyya dans le Sulawesi-Sud et endommagé le bâtiment tandis que la police regardait sans intervenir. À la connaissance d'Amnesty International, aucune investigation n'a été menée sur ces faits.

Selon certaines informations, depuis le début du ramadan, le mois du jeûne musulman, des membres du FPI auraient fait plusieurs incursions dans des boîtes de nuit et sur des étals de nourriture à Makassar.

Le gouvernement de la province de Sulawesi-Sud préparerait actuellement une réglementation émanant du gouverneur qui vise à restreindre, en toute illégalité, les activités des ahmadis dans la province.

« Il est inquiétant de constater que les autorités ne prennent pas au sérieux les violences contre les ahmadis. La police indonésienne doit faire davantage pour protéger les minorités religieuses contre les attaques et les manœuvres d'intimidation », a déclaré Donna Guest.

La communauté ahmadiyya est un groupe religieux qui se réclame de l'islam ; cependant, nombre de formations musulmanes traditionnelles considèrent ses croyances comme déviantes.